

Après des années exceptionnelles, la députation fribourgeoise à Berne est rentrée dans le rang. Equipe en

# LA RELÈVE DOIT ÉCLORE



« GUILLAUME CHILLIER ET PHILIPPE CASTELLA

**Parlement** » «La députation fribourgeoise est redevenue une équipe comme les autres»: c'est le constat sans appel derrière lequel se rangent tous les observateurs consultés pour dresser le bilan collectif des élus noir et blanc de la législature qui s'achève. Il faut dire que Fribourg a brillé au firmament de la politique suisse durant une bonne dizaine d'années auparavant. La presse zurichoise s'extasiait sur ce petit canton vivier de stars. Une configuration exceptionnelle qui ne se reproduira probablement jamais.

En comparaison romande, Fribourg se situe même aujourd'hui plutôt en retrait d'autres députations comparables, les Valaisans en particulier, qui comptent plusieurs élus influents. On pourrait parler d'une législature de transition. Ou d'une équipe en reconstruction.

## Trois catégories

Les neuf élus actuels peuvent être répartis en trois catégories. Dans la première, il y a l'ancien, Jacques Bourgeois,

le dernier des Mohicans de la *dream team*, qui se retire. On pourrait y ajouter le sénateur Christian Levrat, parti en 2021, et Alain Berset, qui quittera le Conseil fédéral en fin d'année, tournant définitivement la page d'une équipe hors du commun.

La deuxième catégorie regroupe la génération intermédiaire, ceux qui sont là depuis au moins huit ans. Moins flamboyante, elle forme l'ossature de l'équipe. Deux de ses membres ont clairement gagné en influence durant cette législature: la socialiste Valérie Piller Carrard et l'UDC Pierre-André Page. Quant à la centriste Christine Bulliard-Marbach et la socialiste Ursula Schneider Schüttel, elles «restent d'honnêtes joueuses de fond de court», selon la métaphore tennisistique d'un observateur.

## On pourrait parler d'une équipe en reconstruction

La troisième catégorie d'élus est formée par les quatre nouveaux: les deux sénatrices Johanna Gapany (plr) et Isabelle Chassot (centre), ainsi que Marie-France Roth Pasquier et Gerhard Andrey au National. Tous quatre ont affiché de belles promesses, dans des registres différents, même si certaines sont encore à concrétiser. Le contexte était pourtant difficile pour eux. La politique est affaire de réseaux et la crise sanitaire a limité

drastiquement les contacts. Les crises à répétition (Covid, guerre, énergie, Credit Suisse) ont aussi relégué le parlement au second plan, derrière un gouvernement à la manœuvre.

## Nombreux emplois

Au classement des distinctions, la députation fribourgeoise s'en sort à son avantage. Johanna Gapany et Valérie Piller Carrard ont été portées à la vice-présidence de leur parti et Marie-France Roth Pasquier au sein de la présidence élargie du Centre. Johanna Gapany (Finances) et Jacques Bourgeois (Environnement) ont présidé chacun une commission en vue. Isabelle Chassot a été portée à la présidence de la prestigieuse Commission d'enquête parlementaire (CEP) sur la faillite de Credit Suisse.

Plusieurs élus occupent aussi la présidence d'organisations influentes, comme Ursula Schneider Schüttel à Pro Natura, Valérie Piller Carrard à Pro Familia ou Christine Bulliard-Marbach au Groupement pour les régions de montagne (SAB). Si le tableau fribourgeois des médailles est plutôt bien garni, le poids politique réel de la députation ne reflète pas, ou pas encore, l'éclat de toutes ces distinctions.

Un point à mettre au crédit de cette volée, c'est que Fribourg s'en est bien sorti dans la défense de ses intérêts particuliers. Même si c'est aussi là le fruit d'un travail de plus longue haleine. C'est le cas pour le choix de Po-

sieux comme centre principal de recherche en agronomie (Agroscope), qui devrait amener 300 nouveaux emplois.

Malgré les menaces de déménagement à Yverdon, l'Office fédéral des routes (OFROU) va maintenir sa filiale à Estavayer-le-Lac et l'agrandir. A la clé, une bonne vingtaine de nouveaux emplois. Le parlement a apporté son appui au retour d'un plein soutien financier de la Confédération à l'Institut de fédéralisme, à Fribourg. Mais cela reste encore à concrétiser. A ses côtés est venue s'installer la toute nouvelle Institution nationale pour les droits de l'homme, elle aussi soutenue par la Confédération, avec une douzaine d'emplois à la clé, le double à terme.

## Espoirs douchés

Quant au rail, l'abandon d'une technologie permettant une accélération des trains entre Lausanne et Berne via Fribourg a douché les espoirs fribourgeois. Mais la Confédération fait désormais d'une adaptation de l'infrastructure une priorité.

Voilà pour les résultats du collectif. Pour broser les bilans individuels, *La Liberté* s'est replongée dans les interventions des neuf élus au parlement et dans les médias. Elle a sondé plus d'une vingtaine d'observateurs, journalistes et parlementaires de différentes régions linguistiques. Les neuf élus ont enfin été invités à livrer leur propre bilan. »



Ces quatre dernières années, le canton

## CONSEIL NATIONAL

### GERHARD ANDREY

LES VERTS, 47 ANS  
CONSEILLER NATIONAL DEPUIS 2019



Une bonne surprise: c'est comme cela que de nombreux observateurs décrivent l'écologiste. Méconnu, voire inconnu avant son élection, il est l'un des élus de la vague verte qui a réussi à se démarquer à Berne. Envoyé à la Commission des finances, il a su se profiler sur les questions de cybersécurité, de finance durable ou de système bancaire. Bilingue, il a surfé comme un *startupper* cool sur la crise de Credit Suisse. Elle lui a apporté une forte visibilité et de la crédibilité des deux côtés de la Sarine.

Entrepreneur à succès, il se montre vert avec des nuances, peu dans l'idéologie et soucieux de sa compatibilité avec la droite du parlement. Corollaire, d'aucuns lui reprochent de se cantonner à ces thématiques un peu techniques et de rester en retrait sur les questions centrales pour son parti, comme le climat ou la biodiversité. Dans son bilan, le Sarinois se targue d'ailleurs d'avoir trouvé une majorité pour relancer l'identité électronique (e-ID) au lendemain du refus populaire. Il s'est aussi distingué en poussant le Conseil fédéral à s'engager pour que les fonds publics russes gelés soient utilisés pour reconstruire l'Ukraine. »

### JACQUES BOURGEOIS

PARTI LIBÉRAL-RADICAL, 65 ANS  
CONSEILLER NATIONAL DEPUIS 2007



Sa dernière législature aura été bien différente des précédentes pour le libéral-radical. L'influence de cet infatigable lobbyiste agricole s'est réduite après son départ à la retraite de la direction de l'Union suisse des paysans, en 2020. Ce d'autant plus qu'il s'est rapidement retrouvé en désaccord avec la stratégie de l'organisation de repousser les débats sur la nouvelle politique agricole (PA22+). Le Sarinois a certes continué à défendre le monde agricole, au travers d'interventions en faveur de l'instauration d'une assurance-récolte ou pour la promotion des vins suisses notamment, lui qui préside aujourd'hui la Fédération des vignerons.

Mais c'est surtout dans son autre domaine de prédilection qu'il s'est illustré, celui de l'énergie. S'écartant des virages et contre-virages de son parti sur la question climatique, il a suivi sa propre voie dans ce dossier, orientée vers la recherche de solutions majoritaires.

Ses dernières cartouches, il les a tirées en tant que président de la Commission de l'environnement et de l'énergie. Il y a tracé le sillon de compromis solides entre la gauche et la droite pour la loi sur le climat et le développement des énergies renouvelables, s'offrant ainsi une sortie élégante. »

### CHRISTINE BULLIARD-MARBACH

LE CENTRE, 64 ANS  
CONSEILLÈRE NATIONALE DEPUIS 2011



Il y a un côté mystérieux avec la Singinoise. Elle est très active et virevolte dans les couloirs du Palais fédéral avec beaucoup d'enthousiasme et d'énergie. De mauvaises langues estiment que ces efforts sont toutefois mal dirigés, voire peu réfléchis. Et pourtant, ces quatre dernières années, la centriste peut se targuer de jolies victoires, comme l'inscription dans le Code civil de l'interdiction de la fessée. Elle revendique aussi la prolongation de la redevance hydraulique et l'amélioration de la cohabitation avec le loup. Des combats qu'elle mène au titre de présidente du Groupement suisse pour les régions de montagne.

Souvent rapporteure de commission, elle jouit d'une certaine visibilité et son étiquette de centriste la rend utile aux autres partis pour trouver des majorités. Elle ne se montre toutefois pas très présente sur les gros dossiers du moment, quand bien même elle siège dans la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie, qui traite aussi du climat. Son plus grand échec? Le non populaire à la loi sur l'aide aux médias. Loïn d'être abattue, la conseillère nationale est vite revenue avec une nouvelle proposition allégée. Avec enthousiasme et énergie. »

### PIERRE-ANDRÉ PAGE

UNION DÉMOCRATIQUE DU CENTRE, 63 ANS  
CONSEILLER NATIONAL DEPUIS 2015



L'air de rien, l'agrarien fribourgeois a su sortir de l'ombre qui lui faisait lors de la précédente législature son compère Jean-François Rime. Il a trouvé son créneau en devenant la voix de l'UDC sur le climat en Suisse romande. Une voix qui se distingue du scepticisme climatique de ses congénères alémaniques. Une voix pragmatique fondée sur le bon sens terrien de l'agriculteur de Châtonnaye, qui s'oppose aux taxes mais promeut les panneaux solaires.

«Il incarne ce que l'UDC cherche à être, campagnarde et paysanne», souligne un observateur. «mais qu'elle n'est plus, alors que ses rangs fourmillent de juristes, comme les autres partis». Lorsque l'UDC axe sa campagne contre la loi sur le CO<sub>2</sub> sur l'opposition ville-campagne, il en devient le porte-drapeau romand naturel et crédible. Malgré cette exposition nouvelle, sa voix ne compte guère au sein du groupe parlementaire UDC, comme celles des autres élus romands.

En dehors des questions de climat et d'énergie, le Glânois a mené quelques combats originaux pour une meilleure utilisation du bâti hors zone à construire, contre la viande artificielle réalisée à partir de cellules souches ou encore pour une meilleure reconnaissance des proches aidants. »

transition, elle montre toutefois des signes prometteurs. Bilan de la dernière législature



de Fribourg a été représenté sous la Coupole fédérale par une équipe en reconstruction. Keystone

## CONSEIL DES ÉTATS

### ISABELLE CHASSOT

LE CENTRE, 58 ANS  
CONSEILLÈRE AUX ÉTATS DEPUIS 2021



C'est la petite nouvelle de la délégation fribourgeoise, arrivée en cours de législature, pour succéder au socialiste Christian Levrat. Un qualificatif qui lui sied fort mal en réalité. Cela fait un quart de siècle qu'elle est présente sur la scène fédérale, comme collaboratrice personnelle de conseillers fédéraux, puis conseillère d'Etat et enfin directrice de l'Office fédéral de la culture. Tout le monde la connaît «depuis toujours», nous souffle-t-on.

Malgré ce sac à dos bien rempli, elle a dû découvrir à son arrivée ce que la prime à l'ancienneté signifiait chez les sénateurs centristes. Ils ne lui ont laissé que des miettes dans le choix des commissions, avec la clinquante – mais sans réel pouvoir – Commission de politique extérieure, ainsi que la Commission de la science, de l'éducation et de la culture, son rayon. «Elle s'est fait bizuter par son groupe», glisse un observateur. Or l'appartenance aux commissions les plus importantes est décisive dans l'influence que peut exercer une élue.

La Sarinoise a donc ramé pour tirer son épingle du jeu. Elle s'est profilée en particulier sur le dossier européen, secouant le cocotier face à l'inaction du Conseil fédéral aux conséquences désastreuses pour la recherche et les universités suisses.

Sa maîtrise du jeu politique et son statut de centriste à fibre sociale lui ont aussi permis de rapidement jouer un rôle dans l'élaboration de compromis au Conseil des Etats, où les élus de gauche surtout la courtisent. Enfin, son élection à la présidence de la prestigieuse Commission d'enquête parlementaire sur la déconfiture de Credit Suisse l'a fait entrer dans une autre dimension. Elle-même dit avoir ressenti le regard de ses collègues changer. >>

### JOHANNA GAPANY

PARTI LIBÉRAL-RADICAL, 35 ANS  
CONSEILLÈRE AUX ÉTATS DEPUIS 2019



«C'est une championne de la communication», soulignent tous les observateurs. Mais à force de lisser son image, elle y perd de la spontanéité, tempèrent-ils. Pourtant, la Gruérienne ne manque pas de convictions fortes. Ainsi a-t-elle défendu une vision féministe résolument ancrée à droite, ce qui a pu irriter parfois ses collègues sénatrices de gauche et du centre.

C'est sous le drapeau de l'égalité qu'elle a milité pour le relèvement de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans. Mais c'est aux côtés de la gauche qu'elle se lance dans la bataille pour l'imposition individuelle des couples, dans le but de favoriser le taux d'emploi des femmes. Un projet combattu par les forces conservatrices, à l'UDC et au Centre.

La jeune femme détonne dans le décor rempli de mâles de plus de 50 ans du Conseil des Etats. Elle a su en faire une force, aidée par son parti, bien conscient qu'il avait là un atout à mettre en avant. Elle se retrouve ainsi propulsée à la vice-présidence du PLR lorsque Thierry Burkart en prend les rênes, en 2021. Elle est en accord avec sa ligne plus libérale et moins verte. Dans ce nouveau rôle, elle reste jusqu'ici toutefois dans l'ombre de l'autre vice-président romand, l'omniprésent et plus lisible Philippe Nantermod.

A la Commission de la sécurité sociale, elle a eu la chance de se plonger dans les réformes capitales de l'AVS et du deuxième pilier. A défaut d'en être une actrice majeure, elle a été une voix convaincante de la campagne romande en faveur de la révision du premier pilier. Un peu plus à l'abri des projecteurs, elle a présidé ces deux dernières années la Commission des finances, y gagnant la reconnaissance de ses pairs, de tous bords politiques. >> GCH/PHC

### VALÉRIE PILLER CARRARD

PARTI SOCIALISTE, 45 ANS  
CONSEILLÈRE NATIONALE DEPUIS 2011



Elle était au fond du gouffre, prête à tout lâcher après un deuxième échec aux portes du Conseil d'Etat fribourgeois en 2021. Et pourtant, la Broyarde est bien là. Plus que jamais peut-être, elle qui a trouvé une énergie nouvelle et accédé à la vice-présidence du Parti socialiste suisse.

Et ça lui va bien. Elle a pris du galon, se lance dans la bataille des idées sur les plateaux télé et radio. Plus mordante que par le passé, elle montre de l'assurance sur les grands dossiers politiques actuels et défend avec vigueur les intérêts de sa région. Son franc-parler, son côté «socialiste des champs» et son accessibilité font du bien dans un parti très urbain.

A la tête de l'association Pro Familia, elle reste en vue sur les questions de politique familiale ou de pouvoir d'achat. Un succès qu'elle met en avant: sa participation à la pérennisation du financement des crèches. Elle s'exprime aussi souvent sur les dossiers majeurs de la commission de la sécurité sociale et de la santé publique. Elle n'a pourtant jamais réussi à y accéder. Si la conseillère nationale n'est pas devenue un cadavre du Parlement fédéral ces quatre dernières années, elle a néanmoins fait du chemin. >>

### MARIE-FRANCE ROTH PASQUIER

LE CENTRE, 55 ANS  
CONSEILLÈRE NATIONALE DEPUIS 2019



Parmi les nouveaux de la délégation fribourgeoise, la Bulloise est probablement celle qui a le plus souffert de la crise du Covid en début de législature. Elle a mis du temps pour se construire un réseau, pour prendre de l'assurance et, partant, de l'influence. Pourtant, si l'élue est plutôt discrète et encore en apprentissage, elle est non seulement appréciée, mais les observateurs décèlent aussi en elle un potentiel. «Elle est sous-estimée», souffle un fin connaisseur.

Dans sa seule commission, «elle fait le job». Ses dossiers sont bien préparés, son travail solide et ses positions claires. Pour ces quatre premières années à Berne, Marie-France Roth Pasquier met en avant ses impulsions pour l'implantation du modèle fribourgeois sur les prestations des pharmaciens, qui permettra d'économiser jusqu'à 4 millions de francs par an dans la santé, rien que dans le canton de Fribourg. Ou le financement par la Confédération des ascenseurs dans les gares. De belles mais petites victoires. En juin 2021, elle est élue membre de la présidence du Centre, représentant l'aile gauche de l'ex-PDC, en contrepoids d'un président conservateur. Depuis lors, si elle n'est pas encore une figure du parti, elle est devenue l'une des voix des femmes du Centre qui comptent en Suisse romande. >>

### URSULA SCHNEIDER SCHÜTTEL

PARTI SOCIALISTE, 62 ANS  
CONSEILLÈRE NATIONALE 2012-2015 ET DEPUIS 2017



Dimanche 19 mars dernier, la Lacoise a fait quelque chose d'extraordinaire. Présidente de la Délégation des finances, elle a apposé le *stempel* du parlement pour octroyer d'urgence 109 milliards de francs d'argent public dans le sauvetage de Credit Suisse. Sauf que pas grand monde ne le sait... C'est à son image: une bossue fiable et sérieuse qui ne fait pas (assez) de vagues. Ce n'est pas vraiment dans sa nature de s'imposer et c'est un frein dans une époque où un minimum de flamboyance est nécessaire en politique.

Pourtant, tout le monde loue les qualités de la socialiste. Compétente et intelligente, elle maîtrise ses dossiers sur le bout des doigts. Pour ces quatre dernières années, elle met en avant son engagement dans l'élaboration d'un projet de loi sur l'économie circulaire ou pour la loi sur le climat. Sa présidence de Pro Natura lui offre une visibilité sur des thématiques centrales comme l'approvisionnement énergétique. Pour autant, elle n'a jamais su devenir une interlocutrice incontournable dans ces dossiers d'actualité. A sa décharge, elle souffre d'un handicap: Alémanique vivant dans un canton majoritairement romand, elle se trouve dans un interstice d'où il est difficile de briller. >> GCH/PHC